

## *La santé mentale comme unité d'analyse comparative*

**Jean-François Pelletier**, Ph. D., Fellow postdoctoral, Yale Program for Recovery & Community Health, Centre de recherche Fernand-Seguin, Montréal.

L'objectif de cet essai, comme son titre l'indique, est de conceptualiser le rétablissement en santé mentale en tant qu'unité d'analyse comparative. Pour ce faire, nous allons revenir aux fondements du raisonnement classificatoire associé à la méthode comparative. Ensuite, nous allons aborder ceux de la politique comparée moderne à travers quelques-unes de ses grandes figures, puis nous allons tenter de situer le tout à l'ère de la globalisation. Nous allons voir qu'en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle où les sentiments d'appartenance collective se limitent de moins en moins à des contours frontaliers, l'occasion est peut-être propice à une redéfinition d'une citoyenneté davantage inclusive, ce qui va permettre de garder en mouvement la notion millénaire de démocratie.

### **La méthode comparative**

La méthode comparative est, avec l'étude de cas, la méthode expérimentale et la méthode statistique, l'une des quatre méthodes scientifiques qui puissent être utilisées pour éprouver la fiabilité de propositions générales. La méthode comparative est habituellement utilisée lorsque ni la méthode expérimentale, ni la méthode statistique ne peuvent s'appliquer. Or la recherche en science politique concerne surtout l'analyse de comportements et de variables qualitatives relatives à un nombre restreint de cas. Le recours aux fondateurs du raisonnement comparatif et classificatoire devrait permettre de mieux comprendre l'état de situation actuel en ce qui concerne la participation politique, alors que le rétablissement en santé mentale répond notamment au besoin de soutenir les personnes en rétablissement dans l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière. Cette réflexion s'inscrit donc dans le contexte du *Plan d'action en santé mentale 2005-2010 : La force des liens* (MSSS, 2005), pour lequel le rétablissement est l'un des six principes directeurs. Qu'est-ce que le rétablissement et comment en faire la promotion?

Dans *La République*, Platon (427-348 av. J.-C.) décrivait déjà la manière dont on passe d'un régime politique à un autre (*transitologie*). Il s'agit alors pour lui de présenter une succession essentiellement logique, sous forme chronologique, tandis que chaque régime porte en lui un autre régime qui lui succèdera. À quoi le rétablissement succède-t-il? Pour sa part, dans *La Politique*, Aristote (384-322 av. J.-C.) analyse l'origine, la finalité et le fonctionnement de l'État. Il s'agit pour lui de dégager le meilleur régime politique possible, qui soit en quelque sorte un État idéal. Selon divers critères de distinction, il propose une typologie des différentes constitutions et des régimes politiques, lesquels sont classifiés selon les formes de gouvernement. D'un côté les constitutions considérées comme étant *droites* sont celles qui visent le bien commun. D'un autre côté, les constitutions *corrompues* ne visent le bien que d'une partie de la cité. Ces types de constitutions sont ensuite classés d'après le nombre de ceux qui

participent aux magistratures, ce qui est une dimension essentielle et décisive de la participation politique.

Au plan individuel, le rétablissement est un processus très personnel, mais la planification et la programmation des services jouent un rôle indispensable pour faciliter et soutenir ce processus d'appropriation du pouvoir. L'autonomie et l'autodétermination sont en effet des éléments clés permettant de réussir à vivre une vie satisfaisante malgré la présence d'une maladie mentale, et la participation politique est un enjeu crucial (Pelletier et Vallée, 2008). Or la politique comparée ne se définit pas par l'objet qui est à l'étude, mais plutôt en tant que méthode appliquée aux phénomènes politiques. Lorsqu'Aristote s'évertue à classer et comparer des constitutions, il ne se limite pas à celles-ci en tant que documents écrits. Ce ne sera qu'à partir de Dracon que les lois athéniennes seront aussi écrites (dont certaines étaient considérées comme *draconiennes*). Une constitution est en fait d'abord et avant tout un *principe immanent d'organisation* de la Cité et des rapports entre ses citoyens. La politique comparée aristotélicienne est donc caractérisée par une approche empirique qui repose sur la méthode comparative. Nous allons nous en servir afin d'aborder le thème de la participation politique des personnes en rétablissement, ce dernier étant ici défini en tant que principe immanent d'organisation, soit également en tant que régime de gouvernance (Pelletier et Davidson, 2008).

La participation politique peut se définir comme un acte volontaire visant à influencer des élections ou des prises de décisions politiques. Il peut aussi s'agir de se prévaloir de son droit de vote, de se présenter comme candidat, de tenter d'influencer les grandes lignes d'une politique ou de chercher à obtenir des avantages dans un but très précis (Encyclopédie Canadienne). Qu'il s'agisse de l'une ou l'autre de ces formes de participation politique, l'exclusion socio-économique pour cause de problèmes de santé mentale fait entrave à l'exercice de la citoyenneté et donc à la promotion du rétablissement.

Quatre figures dominantes peuvent être considérées comme des pères fondateurs de la politique comparée moderne. Il s'agit de Tocqueville, Marx, Durkheim et Weber. Il semble toutefois qu'aucun de ces personnages célèbres n'ait revendiqué le titre de *comparatiste*. Alexis de Tocqueville (1805-1859) fut en fait un penseur politique, historien et écrivain célèbre pour ses analyses de la Révolution française, de la démocratie américaine et de l'évolution des démocraties occidentales en général. Karl Marx (1818-1883) a abordé à la fois la philosophie, la sociologie, l'analyse économique du capitalisme, et à partir de ces éléments a milité pour le communisme en tant que projet révolutionnaire. Émile Durkheim (1858-1917) est, quant à lui, l'un des fondateurs de la sociologie moderne. C'est sous l'impulsion de l'école qu'il a formée autour de la revue *L'Année sociologique* que la sociologie française a connu une forte impulsion à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Durkheim voulait faire de la sociologie une discipline autonome se distinguant des autres sciences sociales comme la psychologie et la philosophie. Max Weber (1864-1920) est considéré comme le fondateur de la sociologie *compréhensive*, c'est-à-dire d'une approche sociologique qui fait du sens subjectif des conduites des acteurs le fondement de l'action sociale (wikipedia).

Selon Paul Pierson (2000), un comparatiste pour ainsi dire patenté, pour comprendre les processus politiques il faut les situer dans le temps, notamment parce que le moment où des actions sont entreprises peut grandement influencer comment elles se répercuteront. Une proposition valable peut rester lettre morte si elle est introduite trop tôt ou bien trop tard dans le jeu politique. Le raisonnement comparatif porte dès lors sur les trajectoires, et non seulement sur un état de situation donné à un

moment précis. Un mécanisme de reproduction s'opère qui peut renforcer, voire même institutionnaliser la configuration initiale des rapports sociaux. L'introduction du rétablissement au Québec arrive-t-elle à un moment propice?

## Un mouvement

*De la démocratie en Amérique* est un traité d'analyse politique et sociale de la démocratie représentative américaine. La dimension comparative de l'ouvrage tient au fait que des deux côtés de l'Atlantique, en France et aux États-Unis, la marche vers l'égalité des conditions correspond à une révolution sociale irrésistible, constituant ce que Tocqueville appelle la cause génératrice à la fois des lois et des mœurs. Avant de se structurer sous une forme précise de gouvernement, qui peut varier d'un pays à l'autre, la démocratie est donc d'abord et avant tout un mouvement social. En retour, une fois institutionnalisée la démocratie façonne les mœurs et les structures psychologiques sous-jacentes. C'est-à-dire que la démocratie est surtout un ensemble de comportements que les citoyens entretiennent les uns envers les autres, bien davantage qu'un régime politique codifié par une constitution écrite.

Tocqueville suggère ainsi que le point saillant de l'état social des Anglo-Américains est d'être essentiellement démocratique. Mais il ne s'agit pas d'une caractéristique qui soit en tout temps positive. Tocqueville, lui-même de condition aristocratique, reste en effet plutôt craintif à l'idée que cette marche puisse en quelque sorte déboucher sur la tyrannie de la majorité. Il rejoint en cela Platon, pour qui la démocratie faisait partie de la catégorie des régimes corrompus étant donné qu'elle ne visait le bien que d'une partie de la Cité : la majorité ne s'intéressant qu'à ses petits plaisirs immédiats. *Ce ne sont pas seulement les fortunes qui sont égales en Amérique, l'égalité s'étend jusqu'à un certain point sur les intelligences elles-mêmes*, écrit Tocqueville. C'est-à-dire qu'un certain nivellement vers le bas est à craindre, qui ferait perdre la vue d'ensemble, en quel cas un certain despotisme populaire ferait primer l'égalitarisme sur la liberté. Cet égalitarisme ne voit pas le caractère despotique de la stigmatisation qu'il pratique à l'égard de certaines minorités, dont celle des personnes en rétablissement. C'est pourquoi il est si important que cet élan soit canalisé et tempéré par une participation politique, en particulier au niveau des institutions communales, lesquelles exercent *une influence prodigieuse sur la société entière*. C'est à ce niveau communal que prennent forme et s'expriment les préjugés qui conditionnent les mœurs stigmatisant les personnes en rétablissement. Considérées comme aliénées de leur raison, elles sont également aliénées de leur citoyenneté, comme en témoigne le fait que leur participation politique, électorale notamment, ne leur soit garantie que depuis 1988 (Pelletier et Vallée, *op cit*).

D'autre part, pour Karl Marx, il ne suffit pas d'interpréter ou de comprendre le monde, il faut le transformer. La participation politique doit ici s'inscrire dans le cadre de la marche de l'histoire vers le communisme, cette forme de démocratie ultime qui transcende toutes les autres. La conscience de classe doit ici aller de pair avec la conscience sociale, tandis que ce sont les conditions de production matérielle qui structurent les rapports sociaux et les idées (superstructure). Grâce à une avant-garde révolutionnaire éclairée, la participation politique des masses consiste à prendre conscience de leur force et à chercher à renverser les régimes, quels qu'ils soient, qui les aliènent de ce potentiel. Si les différences de classes résultent plus ou moins naturellement de la configuration des rapports de production, le matérialisme historique prétend pouvoir abolir ces différences par l'exercice conscient d'un rôle historique

dégagé d'un tel *naturalisme*. La dictature égalitariste des masses représente l'aboutissement final de la lutte des classes en tant que moteur de l'Histoire. Il s'agit ainsi de provoquer la fin de cette histoire, puisqu'elle ne viendra pas *naturellement*.

### **Une vie mentale nouvelle**

Les mœurs et institutions démocratiques reposent sur des traditions fortes et vigoureuses qui sont profondément ancrées dans les consciences individuelles façonnées par la superstructure ci-haut mentionnée. Et Durkheim rejoint Marx lorsqu'il considère que des réformes institutionnelles peuvent ne pas prendre effet dans la réalité quotidienne des rapports sociaux. *Trop souvent, il arrive que toutes ces modifications au jour le jour s'annulent mutuellement et que, finalement, l'État reste fondamentalement stationnaire*, nous enseigne-t-il. C'est pour éviter un tel immobilisme que Durkheim invite à la prise de conscience des mécanismes du fonctionnement social, de manière à pouvoir en arriver à *une vie mentale nouvelle*. Ce que Durkheim appelle le *caractère national* se manifeste chez les citoyens par une conduite et des mœurs bien ordonnées, selon des règles propres à des États-nation bien définis. Quel sort réserve-t-on alors aux citoyens qui se caractérisent justement par une conduite ne se situant pas dans cet ordre? Le temps ne serait-il pas venu de chercher à façonner un *caractère* supranational commun, par exemple, à tout l'espace francophone en émergence?

Dans l'optique durkheimienne, le «fait social» est une totalité non réductible à la somme de ses parties, ce qui justifie en effet l'exercice d'une certaine contrainte sur ces dernières de façon à les façonner en conformité au caractère dit national. Dans ses *Leçons de sociologie*, les faits moraux et juridiques sont donc constitués de règles de conduite qui doivent être respectées sous peine de sanctions socialement édictées, tels que le blâme, la mise à l'écart ou la réprobation. Ces règles se sont historiquement constituées et elles fonctionnent à travers les consciences et comportements individuels de manière à les constituer en un tout cohérent et cohésif. La voie est ainsi ouverte à la justification d'une possible action «normalisante» et parfois tyrannique de la société sur les individus ne faisant pas partie de la majorité dominante. Bien que de nos jours la citoyenneté néolibérale tende à atomiser et à individualiser les relations État/société, par la connaissance sociologique et historique ne peut-on intervenir sur les consciences sociale, gouvernementale et individuelle afin de les ouvrir toujours davantage?

### **Conclusion**

Selon Deborah Yashar (1999), il arrive trop souvent que de nouvelles institutions ou réformes politiques représentent non une avancée démocratique, mais consolident plutôt des enclaves réactionnaires nostalgiques d'un ordre révolu. La citoyenneté se composant de droits civiques (liberté d'expression et d'association), de droits politiques (droit de vote) et de droits sociaux (droit à un niveau de vie minimal), ces droits se combinent différemment selon les régimes de citoyenneté, structurant les relations entre les citoyens et l'État selon des modalités qui varient. Les droits, responsabilités et identités des citoyens étant toujours en développement dynamique, les institutions démocratiques sont heureusement tout sauf consolidées (consolidologie vs transitologie). Il faut les remettre en pratique chaque jour, tandis que des comportements discriminatoires se dressent toujours à l'encontre de la participation politique et économique de nos concitoyens en rétablissement. On doit donc se réjouir que la consolidation ne se produise pas avant un éventuel changement à ce niveau.

C'est pourquoi dans le *Plan d'action en santé mentale* ci-haut mentionné, il ne faut pas chercher une définition précise du rétablissement, mais bien voir celui-ci en mouvement et en tant que mouvement.

De nos jours, la progression du cosmopolitisme s'est accélérée avec la multiplication des liens transfrontaliers et des capacités de mobilisation de ses militants, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs sociétés. Selon Sidney Tarrow (2007), les *cosmopolites* refusent de circonscrire leur identité culturelle à quelque sous-ensemble identitaire national ou ethno-territorial, certains d'entre eux souhaitant redéfinir la nation tandis que d'autres y vivent sans vraiment en faire partie. Or dans le domaine de la santé mentale, il existe des organisations qui refusent elles aussi les identités imposées. Le Projet Icare (<http://theicarusproject.net>), par exemple, est un réseau de groupes locaux qui militent en faveur de changements sociopolitiques radicaux. Ce projet a pris forme suite à la parution, en 2002, du témoignage d'une personne en rétablissement dans le *San Francisco Bay Guardian*. D'autres personnes s'étant vues imposer l'identité de malades mentales ont par la suite échangé leurs histoires de vie et fini par s'associer officiellement en vue de créer une nouvelle culture pluraliste et de contrer la stigmatisation/discrimination exercée à leur encontre. Il semble impératif de faire en sorte que le cosmopolitisme pluraliste soit également ouvert à l'égard de ces citoyens se démarquant de la majorité bien pensante.

En tant que principe de gouvernance, le rétablissement succède à un régime qui ne visait le bien que d'une partie de la Cité, étant donné que la participation politique était jusque-là restreinte, voire inaccessible pour les personnes en rétablissement. On peut donc se demander, pour reprendre la classification aristotélicienne, si ce précédent régime était *corrompu*. Pour changer les choses, soit pour influencer des prises de décisions politiques, invitation est donc faite au lecteur à se joindre au Mouvement global pour la santé mentale (*Movement for Global Mental Health*). Inauguré à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, le 10 octobre 2008, le site web suivant permet l'adhésion à ce mouvement supranational : [www.globalmentalhealth.org](http://www.globalmentalhealth.org).

Pour garder la démocratie en *mouvement*...

## Références

- Émile Durkheim, *Leçons de sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1990.
- Ministère de la santé et des services sociaux du Québec, Plan d'action en santé mentale 2005-2010 : La force des liens, 2005.
- Pelletier, J.-F. et Vallée C. La citoyenneté par la travail pour les personnes en rétablissement : Un devoir civique et une responsabilité politique, *Le Partenaire*, vol. 15, 2008.
- Pelletier, J.-F. et Davidson, L. For the Integration of Mental health into Health Promotion : A Political Model of Recovery, 2008 (article soumis).
- Pierson, P. "Not just what, but when: Timing and sequences in political processes." *Studies in American Political Development*, 2000.
- Tarrow, S. Cosmopolites enracinés et militants transnationaux, *Lien social et Politiques*, 58, 2007.
- Tocqueville, A., *De la démocratie en Amérique*, Paris, Éditions Gallimard, 1968.
- Yashar, D., "Democracy, Indigenous Movements, and the Postliberal Challenge in Latin America." *World Politics*, 52:1, 1999.